

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°21 2026

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Les restrictions imposées aux femmes pèsent sur le capital humain ;
- ❖ **Bangladesh** : Un comité de l'ONU soutient le report de la sortie du Bangladesh de la catégorie des PMA, mais suggère une prolongation inférieure à 3 ans ;
- ❖ **Bhoutan** : La croissance pour l'année 2026 révisée à la baisse ;
- ❖ **Inde** : Le dividende généré par la Banque centrale s'élève à 30 Mds USD pour l'exercice 2026 ;
- ❖ **Maldives** : Fitch relève la note souveraine des Maldives ;
- ❖ **Népal** : Présentation du budget pour l'exercice 2026/27 ;
- ❖ **Pakistan** : Report de la présentation du budget 2027 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Fitch salue la décision de la banque centrale de limiter l'effet de levier pour certaines catégories de prêts.

À RETENIR

7%

Objectif de croissance du Népal pour
l'exercice 2026/27

Afghanistan

Les restrictions imposées aux femmes pèsent sur le capital humain

Selon l'UNICEF, les restrictions imposées à l'éducation des filles et à l'emploi des femmes pourraient entraîner d'ici 2030 la perte de 20000 enseignantes et de 5400 professionnelles de santé. Ces restrictions réduisent la présence des femmes dans les services publics. Leur part dans la fonction publique est passée de 21% à 17,7% entre 2023 et 2025. Dans l'éducation de base, le nombre d'enseignantes a reculé de plus de 9%. Le risque est particulièrement élevé dans l'éducation et la santé. La baisse du nombre d'enseignantes limite l'accès des filles à l'école. Dans la santé, elle réduit l'accès des femmes et des enfants aux soins, notamment maternels et pédiatriques.

Ainsi, l'UNICEF estime que l'exclusion des femmes de l'éducation et du marché du travail coûte à ce stade 84 MUSD en production perdue. Depuis septembre 2021, environ un million de filles ont été privées d'enseignement secondaire. Si les restrictions se maintiennent jusqu'en 2030, ce nombre pourrait dépasser deux millions selon le rapport. A moyen terme, cela réduirait le vivier de personnel qualifié et affaiblirait davantage les services essentiels.

[Restrictions on girls' education and women's employment in Afghanistan could lead to a loss of over 25,000 female teachers and health workers by 2030 – UNICEF](#)

Bangladesh

Un comité de l'ONU soutient le report de la sortie du Bangladesh de la catégorie des PMA, mais suggère une prolongation inférieure à 3 ans

Le Comité des politiques de développement (CDP) des Nations unies a recommandé d'accorder au Bangladesh un délai supplémentaire avant sa sortie de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), actuellement prévue le 24 novembre 2026. Dans son rapport, le CDP considère un report comme « approprié » mais souligne qu'un report plus court (moins de trois ans) semblerait plus propice.

Le Bangladesh avait en effet demandé en février dernier un report de trois ans afin de disposer de davantage de temps pour préparer la transition et mettre en œuvre sa stratégie de sortie du statut PMA. La décision finale doit encore être approuvée par le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) puis par l'Assemblée générale en septembre.

Pour appuyer sa demande de report, le gouvernement est en train de préparer un plan de réformes de 25 mesures couvrant la période 2026-2029. La feuille de route prévoit notamment un renforcement de la stabilité macroéconomique, des réformes fiscales et bancaires, une amélioration de la gouvernance financière ainsi qu'une accélération de la diversification des exportations. Les autorités s'engagent à renforcer les pouvoirs de supervision de la Banque

centrale, à procéder à des évaluations annuelles de l'ensemble des banques commerciales et à élargir l'assiette fiscale tout en réduisant les exemptions. Le plan vise également à réduire les coûts logistiques de 15 % à 10 % d'ici 2029, à développer les secteurs pharmaceutique, du cuir, des TIC et de l'agroalimentaire, et à préparer l'accès du Bangladesh au régime commercial GSP+ de l'Union européenne après la graduation. Un comité de suivi présidé par le ministre des Finances serait chargé d'évaluer mensuellement la mise en œuvre des réformes

[UN panel recommends shorter extension for Bangladesh's LDC graduation timeline](#)

Les créances douteuses atteignent un niveau record de 5 890 Mds Tk

Les créances douteuses (PNP) du secteur bancaire ont augmenté de 310 Mds Tk en trois mois pour atteindre un niveau record de 5 890 Mds Tk (≈ 42 Mds EUR) à fin mars 2026, contre 5 570 Mds Tk fin 2025. Elles représentent désormais 32,3 % de l'encours total de crédit, contre 30,6 % trois mois plus tôt et 24,1 % un an auparavant.

Selon la Bangladesh Bank, cette hausse s'explique par le ralentissement des recouvrements, l'accumulation des intérêts sur les prêts en défaut et le durcissement des contrôles prudentiels, qui a conduit à reclassifier davantage de prêts comme non performants. La faiblesse du crédit au secteur privé, dont la croissance est tombée à 4,7 % en mars, contribue également à accroître mécaniquement le poids des créances douteuses dans les bilans bancaires.

[NPLs jump by Tk31,000cr in three months](#)

Hausse de 17 % des tarifs d'électricité pour réduire les subventions publiques

Le gouvernement a relevé de 1,52 Tk par kWh les tarifs de détail de l'électricité, soit une hausse moyenne d'environ 17 %, dans le cadre de sa stratégie de réduction des subventions au secteur énergétique et dans le contexte de la hausse des prix des produits énergétiques. En 2024-25, les subventions publiques à l'énergie atteignaient près de 700 Mds Tk (5 Mds EUR) soit environ 8% du budget total. D'après la presse, le ministère de l'énergie aurait sollicité une enveloppe de 600 Mds Tk pour les subventions à l'électricité dans le cadre de la préparation du budget 2026-27.

Cette décision intervient alors que l'inflation reste à un niveau élevé, pénalisé par une hausse des produits non-alimentaires depuis avril.

[Power tariff hiked 16.7% as govt moves to cut subsidy burden](#)

Les États-Unis envisagent une surtaxe de 10 % sur les exportations bangladaises

L'administration américaine a proposé l'instauration de droits de douane additionnels de 10 % sur les importations en provenance du Bangladesh dans le cadre d'une enquête menée au titre de la section 301 du Trade Act sur la lutte contre le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Washington estime que les mesures mises en place par Dhaka pour empêcher l'importation et la commercialisation de produits issus du travail forcé demeurent insuffisantes. Le Bangladesh figure parmi les quinze économies visées par le taux de 10 %, tandis que 45 autres pays, dont la Chine et l'Inde, pourraient être soumis à une surtaxe de 12,5 %. Les propositions resteront soumises à consultation publique jusqu'au 6 juillet avant d'éventuelles auditions le 7 juillet.

[US proposes 10%-12.5% tariff on goods from 60 countries, including Bangladesh over forced labour failures](#)

Bhoutan

La croissance pour l'année 2026 révisée à la baisse

La croissance du PIB réel bhoutanais est attendue à 6,3% en 2026, après 8% en 2025. Cette révision à la baisse s'explique par les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la hausse des prix de l'énergie et le report de certains projets hydroélectriques. L'activité resterait principalement soutenue par la demande intérieure. La dépense publique, à la fois courante et d'investissement, devrait contribuer à l'essentiel de la croissance en 2026.

Du côté de l'offre, l'industrie resterait le principal moteur de l'économie, avec une croissance attendue à 11,5% en 2026. Les services progresseraient plus modérément (4,2%), tandis que l'agriculture resterait peu dynamique (1,6%). La reprise hydroélectrique devrait soutenir l'activité à partir du quatrième trimestre de l'exercice 2025/26 (mars à juin), avec l'arrivée de la mousson.

La trajectoire de croissance reste toutefois contrainte par les comptes extérieurs. Le déficit courant de l'exercice 2025/26 est estimé à 20,1% du PIB, en raison de la hausse des importations, notamment d'électricité, et de la dépréciation du ngultrum face au dollar. Sur le plan budgétaire, le déficit public est attendu à 2,5% du PIB en 2025/26, avant de se creuser à 6,5% du PIB en 2026/27 avec l'accélération des dépenses d'infrastructure. La dette publique resterait élevée, à 107,8% du PIB en 2025/26, puis 109,3% en 2027/28.

[Macroeconomic Situation and Outlook – Ministry of Finance](#)

Inde

Résultats budgétaires 2025-26 : poursuite de la consolidation budgétaire

Malgré un contexte marqué par des tensions sur les finances publiques, et les incertitudes économiques mondiales, l'Inde est parvenue à maintenir son déficit budgétaire à 4,4 % du PIB au cours de l'exercice 2025-26, clos le 31 mars dernier, conformément à la trajectoire de consolidation budgétaire fixée par le gouvernement.

Selon les données officielles publiées par le Contrôleur général des comptes (CGA), le déficit budgétaire s'est établi à 15,19 lakh crore INR (soit 160 Mds USD), environ 97,5 % de l'objectif révisé présenté lors du budget en février. Le déficit des recettes a été ramené à 1,5 % du PIB, contre environ 1,7 % l'année précédente, traduisant une légère amélioration des finances publiques.

Cette performance s'explique par une progression des recettes fiscales et non fiscales, conjuguée à une maîtrise des dépenses publiques. Les recettes fiscales nettes ont ainsi atteint l'équivalent de 347 Mds USD, tandis que les dépenses d'investissement se sont élevées à 112 Mds USD.

Pour l'exercice budgétaire 2026-27, le gouvernement vise un déficit de 4,3 % du PIB. Toutefois, les premiers chiffres montrent que le déficit d'avril représente déjà 21,4 % de l'objectif annuel.

[India meets FY26 fiscal deficit goal at 4.4% of GDP despite revenue and global pressures - The Economic Times](#)

Nouvelle menace de droits de douane américains sur les importations indiennes

Alors que l'Inde et les États-Unis tentent de conclure un accord commercial bilatéral, Washington a proposé l'instauration d'un droit de douane additionnel de 12,5 % sur les importations en provenance de l'Inde, ainsi que de 53 autres pays, pour cause de recours au travail forcé. Bien que cette mesure n'ait pas encore été adoptée, elle pourrait affecter plusieurs secteurs exportateurs indiens.

Cette mesure s'appuie sur une enquête menée au titre de la Section 301 du Trade Act américain, qui autorise les États-Unis à examiner sur les pratiques commerciales étrangères jugées déloyales ou préjudiciables au commerce américain et à prendre des mesures de rétorsion. Selon les conclusions préliminaires du Bureau du représentant américain au commerce (USTR), les pays visés n'appliqueraient pas, ou insuffisamment, les interdictions relatives à l'importation de biens produits par le recours au travail forcé, créant ainsi une distorsion de concurrence au détriment des entreprises et des travailleurs américains.

L'Inde est notamment accusée de ne pas avoir mis en place ou appliqué efficacement des mécanismes empêchant l'entrée sur son territoire de produits issus du travail forcé dans des pays tiers.

Le gouvernement indien a réagi en indiquant que les échanges avec Washington se poursuivent dans le cadre de cette enquête et des négociations commerciales bilatérales en cours.

[US plans additional 12.5% tariff; India says talks on Section 301 probes ongoing - The Economic Times](#)

Entrée en vigueur de l'accord CEPA entre l'Inde et Oman

Le 1er juin 2026, l'Accord de partenariat économique global (CEPA) entre l'Inde et Oman est entrée en vigueur, donnant un accès en franchise de droits à **98,08 % des lignes tarifaires omanaises**, couvrant **99,38 % de la valeur des exportations indiennes** vers le Sultanat. Les secteurs concernés incluent notamment le textile, les produits agricoles, le cuir, les produits d'ingénierie, l'automobile et les biens manufacturés.

L'accord ouvre des perspectives particulièrement favorables aux petites et moyennes entreprises (MSME) exportatrices du secteur textile. En effet, dans le cadre de l'accord, Oman accorde un accès immédiat en franchise de droits de douane à l'ensemble des 945 lignes tarifaires du secteur textile et de l'habillement, supprimant les 5 % de droits de douanes qui s'appliquaient auparavant.

Au-delà de la taille relativement modeste du marché d'Oman (environ 5 millions d'habitants), le gouvernement indien considère le pays comme une plateforme d'accès stratégique aux marchés du Golfe ainsi qu'à l'Afrique de l'Est, avec les ports omanais, comme Salalah et Duqm, identifiés comme hubs logistiques pour les exportateurs indiens.

[1779275840 Low R&D spend at ~0.6 pct of GDP Hampers India's Manufacturing Growth.pdf](#)

Maldives

[Fitch relève la note souveraine des Maldives](#)

Fitch Ratings a relevé la note de défaut émetteur à long terme en devises des Maldives de CC à CCC-, estimant que le risque de défaut s'est atténué après le remboursement réussi d'un sukuk arrivé à échéance en avril 2026. Fitch souligne toutefois que la situation financière du pays reste fragile, avec de fortes vulnérabilités extérieures et budgétaires, une dette publique élevée, une faible couverture des réserves et une forte dépendance aux recettes touristiques. Cette amélioration constitue donc un signal positif pour la liquidité à court terme des Maldives, mais ne marque pas encore un retour à une situation financière stable.

[Fitch Ratings](#)

[BML limite certains usages de devises étrangères](#)

Le 2 mai 2026, la Bank of Maldives a annoncé des mesures pour encadrer l'accès aux devises étrangères. La banque souhaite cibler les usages abusifs de cartes personnelles pour des achats à vocation commerciale sur certains sites d'e-commerce. Elle limitera à 30 le nombre de transactions e-commerce mensuelles par client. Pour les étudiants à l'étranger utilisant la carte d'un parent ou tuteur, une carte étudiante avec limite spécifique sera émise, avec une période transitoire de trois mois. BML indique enfin que les transferts télégraphiques nécessitant la vente de devises seront traités pendant les heures d'ouverture de la banque, tandis que les transferts en dollars pourront être effectués 24h/24. Ces mesures soulignent une fois de plus les tensions sur l'approvisionnement en devises de l'archipel.

[Bank of Maldives](#)

[Le projet de sukuk de 300 MUSD de BML suscite des doutes malgré les assurances du gouvernement](#)

Le ministre maldivien des Finances, Moosa Zameer, a de nouveau assuré que le sukuk de 300 MUSD envisagé par la Bank of Maldives avec garantie souveraine ne servirait pas à financer les besoins de trésorerie du gouvernement, mais à soutenir l'investissement privé. La BML indique avoir mené des réunions avec des investisseurs institutionnels du 29 avril au 8 mai 2026 à Singapour, Hong Kong et Londres, dans le but d'explorer un accès aux marchés internationaux de dette. La banque présente l'opération comme un moyen de diversifier ses financements et de renforcer son soutien au secteur touristique. Cette ligne officielle n'a pas dissipé les interrogations du fait que l'émission est garantie par l'État et qu'elle intervient dans un contexte de tensions sur les devises. La question centrale reste celle du taux auquel les fonds seront levés alors que le risque maldivien est considéré comme élevé par les investisseurs internationaux.

[X](#)

Népal

Présentation du budget pour l'exercice 2026/27

Le budget 2026/27 présenté par le ministre des Finances, Swarnim Wagle, atteint 13,9 Mds USD, soit une hausse de 25,2% par rapport aux estimations révisées de l'exercice en cours. L'effort budgétaire est important, mais son impact dépendra surtout de la capacité d'exécution, structurellement faible au Népal, notamment pour l'investissement public.

Les dépenses courantes restent majoritaires, avec près de 60% du budget. Les dépenses d'investissement représentent 20,3%, soit 2,8 Mds USD. Le budget vise une croissance de 7% en 2026/27, portée par les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, le numérique et l'amélioration du climat des affaires.

Le gouvernement annonce aussi plusieurs mesures en faveur du secteur privé, à savoir la baisse de droits de douane sur des intrants industriels, la simplification de la fiscalité, une réforme du droit des sociétés, la facilitation de l'investissement étranger et création de mécanismes accélérés pour les projets.

[Nepal's budget for FY 2026/27: A 40-point breakdown – Nepal News](#)

Pakistan

Report de la présentation du budget 2027

La présentation du budget fédéral pour l'exercice 2026-2027, initialement prévue pour vendredi 5 juin, a été reportée au 10 juin, alimentant les spéculations sur des arbitrages encore en cours avec le FMI ainsi que sur de possibles divergences au sein de la coalition gouvernementale. Plusieurs observateurs évoquent notamment des divergences entre le ministre des Finances Muhammad Aurangzeb, partisan d'une stricte mise en œuvre du programme du FMI, et le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Ishaq Dar, qui préside le comité chargé de la préparation du budget.

Les premières orientations évoquées incluent des mesures de soutien au pouvoir d'achat, une réduction de la fiscalité sur les transactions immobilières, un relèvement du salaire minimum à 45 000 PKR, ainsi qu'une enveloppe de 91 Md PKR en faveur du secteur électrique. Parallèlement, le Premier ministre Shehbaz Sharif a réaffirmé sa volonté d'élargir l'assiette fiscale en intégrant davantage l'économie informelle. Le budget devrait toutefois rester marqué par une forte contrainte budgétaire, les autorités devant respecter l'objectif d'excédent primaire de 2 % du PIB fixé dans le cadre du programme du FMI, ce qui pourrait limiter les dépenses de développement et conduire au report de plusieurs projets d'investissement public.

[Federal budget 2026-27 likely to be unveiled on June 10, says DPM Dar - Business & Finance - Business Recorder](#)

Progression des réserves de change de la Banque centrale, à 17,2 Mds USD

Les réserves de change de la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan -SBP) se sont renforcées au cours des dernières semaines, passant de 15,9 Md USD au 8 mai à 17,1 Mds USD mi-mai, avant de se stabiliser à 17,2 Mds USD à la fin du mois. Cette progression tient aux

récents décaissements d'environ 1,3 Md USD, suite à l'approbation par le conseil d'administration du FMI des revues des programmes en cours (troisième revue de la facilité élargie de crédit et seconde revue facilité pour la résilience et la durabilité).

<https://www.sbp.org.pk/dfmd/ferm.asp>

Echanges commerciaux – creusement du déficit commercial à 34,8 Mds USD (11 mois exercice 2026)

D'après les données du bureau pakistanais des statistiques (PBS – Pakistan Bureau of Statistics), le déficit commercial du Pakistan a continué de se creuser et a atteint près de 35 Mds USD sur les onze mois de l'exercice budgétaire 2026, en hausse de 18% en g.a. Si les exportations ont progressé à 29,4 Mds USD (+5 %), cette amélioration demeure insuffisante face à la forte reprise des importations, qui ont augmenté de près de 10 % pour atteindre 64,2 Mds USD.

Malgré l'objectif de 60 Mds USD d'exportations fixé dans le cadre du programme « Uraan Pakistan », le ministre du Commerce a reconnu que les exportations stagnaient au cours des deux dernières décennies autour de 25 à 30 Mds USD par an. Les milieux d'affaires soulignent que les coûts élevés de l'énergie, du financement et de la logistique, ainsi que la faible productivité de l'appareil industriel, continuent de peser sur la compétitivité des entreprises pakistanaises.

[July-May trade deficit widens 17.48pc to USD34.76bn YoY - Business Recorder](#)

L'inflation atteint 11,7% (g.a.) en mai

Selon les données publiées par le Bureau des statistiques du Pakistan (PBS), l'inflation a poursuivi sa progression en mai pour atteindre 11,7 % en glissement annuel, contre 10,9 % en avril, soit son niveau le plus élevé depuis juin 2024. L'inflation urbaine s'est établie à 11,8 % et l'inflation rurale à 11,5 %, tandis que la hausse des prix sur un mois a ralenti à 0,5 %, après +2,5 % en avril.

Cette accélération est principalement imputable à la forte hausse des coûts de transport (+36,8 % en g.a.), alimentée par le renchérissement des carburants, ainsi qu'à l'augmentation persistante des prix de l'énergie et des services publics. Ces évolutions continuent de peser sur le pouvoir d'achat des ménages et confirment le retour de pressions inflationnistes après la phase de désinflation observée en 2025.

Sur les onze premiers mois de l'exercice budgétaire 2025-26, l'inflation moyenne s'est établie à 6,7 %, contre 4,6 % sur la même période de l'exercice précédent. Cette

<https://www.pbs.gov.pk/wp-content/uploads/2020/07/Monthly-Review-May-2026.pdf>

Commerce extérieur – le Pakistan visé par les nouvelles mesures tarifaires américaines sur le travail forcé

USTR (US Trade Representative) a publié cette semaine son rapport et recommandations de mesures préliminaires suite aux enquêtes 301 relatives au travail forcé, notamment l'imposition d'un droit de douane supplémentaire de 10 % à 12,5 % sur les importations en provenance des pays n'appliquant pas de manière satisfaisante les interdictions relatives au travail forcé.

Dans le cadre de cette proposition, le Pakistan figurerait parmi les 17 pays soumis à un droit de douane de 10 % pour insuffisance présumée dans l'application des interdictions relatives aux produits issus du travail forcé. Ce taux resterait toutefois inférieur à celui envisagé pour plusieurs concurrents régionaux majeurs, notamment la Chine et l'Inde, qui pourraient être

soumis à un tarif de 12,5 %, limitant ainsi le risque de perte relative de compétitivité pour les exportateurs pakistanais.

Le secteur textile représente 57 % des exportations pakistanaises et les États-Unis absorbent près d'un quart des exportations textiles du pays. Malgré les tensions commerciales et les incertitudes géopolitiques, les exportations pakistanaises vers les États-Unis ont progressé de 1,7 % sur les dix premiers mois de l'exercice 2025-2026, alors que les exportations totales du pays reculaient de 5,4 %.

[US proposes new tariffs on 60 economies, including Pakistan, over failure to act on forced labour - Business - DAWN.COM](#)

Sri Lanka

Fitch salue la décision de la banque centrale de limiter l'effet de levier pour certaines catégories de prêts

Fitch Ratings estime que le durcissement des restrictions macro-prudentielles sur les prêts automobiles et les crédits garantis par l'or devrait améliorer le profil de risque des prêteurs sri-lankais (cf. brèves de la semaine 22), en particulier celui des sociétés de financement. L'agence souligne que ces deux segments ont fortement progressé ces dernières années et représentent une part importante des bilans de ces établissements. L'agence prévient toutefois que cette décision pourrait freiner la croissance des volumes et des revenus, surtout pour les prêteurs les plus exposés à ces produits.

[Fitch](#)

L'inflation se stabilise en mai

L'indice des prix à la consommation de Colombo s'est établi à 203,4 points en mai, en hausse mensuelle de 0,9% après +3,0% en avril. En glissement annuel, l'inflation atteint 5,5%, contre 5,4% un mois plus tôt, soit son plus haut niveau depuis février 2024, lorsque l'inflation ressortait à 5,9%. En moyenne annuelle, elle s'établit à 2,1%, son niveau le plus élevé depuis octobre 2024, à comparer à 1,6% fin avril. La progression reste principalement tirée par les produits non alimentaires, notamment le logement-électricité-gaz-combustibles, les transports, les restaurants et hôtels, ainsi que l'éducation.

[Department of Statistics](#)

La flambée de la facture pétrolière fait replonger le compte courant dans le rouge

La facture pétrolière du Sri Lanka s'est fortement alourdie depuis le début de l'année. Les importations de combustible ont atteint 2,2 Mds USD au cours des quatre premiers mois de 2026 à comparer à 1,4 Md USD sur la période correspondante de 2025 (affichant une hausse de 56,3%, soit 756,3 MUSD). La facture énergétique a même été multipliée par 1,5 entre avril 2025 et avril 2026 ; elle représente désormais 26,2% des importations, à comparer à 21,5% au cours des quatre premiers mois de 2025 et 36,1% des importations sur le seul mois d'avril. Cette dégradation a contribué à la réapparition d'un déficit du compte courant sur le mois d'avril, à 532 MUSD, le premier depuis octobre 2025, alors que le pays était encore en excédent de 177 MUSD un an plus tôt. En cumulé depuis janvier, la balance courante est pratiquement à

l'équilibre (-0,9 MUSD). Les transferts des travailleurs migrants ont toutefois amorti le choc : ils ont atteint 3,1 Md USD entre janvier et avril 2026, en hausse de 602,3 MUSD par rapport à la période correspondante de 2025.

[CBSL](#)

Nouvelles menaces américaines de relèvement des droits de douane

L'USTR (US Trade Representative) a annoncé le 2 juin 2026 avoir conclu que 60 économies, dont le Sri Lanka, ne combattaient pas suffisamment l'importation de biens produits avec du travail forcé et a proposé d'imposer des droits additionnels sur les produits provenant des économies visées, au taux de 10% pour certains pays ayant déjà pris des engagements et de 12,5% pour les autres (dont le Sri Lanka). L'USTR prévoit aussi un mécanisme spécifique à taux réduit pour un volume défini de textiles et vêtements. La mesure n'est pas encore définitive et est soumise à commentaires publics d'ici le 6 juillet 2026. Si cette mesure était mise en œuvre, elle aurait probablement un effet limité sur les exportations sri-lankaises si ses principaux concurrents dans le textile sont frappés de droits similaires. En revanche, l'effet pourrait être significatif sur les prix payés par les consommateurs américains et donc sur la demande aux États-Unis.

[USTR](#)

Nouvelle baisse de la dette publique au T1 2026

Au 31 mars 2026, la dette brute de l'État central sri-lankais s'établissait à 99 Mds USD, contre 100,4 Mds USD fin décembre 2025 (-1,4 Md USD). Par rapport à mars 2025, la dette de l'État central recule de 102,7 Mds USD à 99 Mds USD (-3,7 Mds USD). Cette amélioration provient principalement de la dette intérieure, passée de 65,4 Mds USD en mars 2025 à 61,5 Mds USD en mars 2026. Sur le périmètre plus large de la dette publique brute, incluant notamment les garanties aux entreprises publiques, l'encours recule de 107,5 Mds USD en mars 2025 à 102,3 Mds USD en mars 2026, après 103,9 Mds USD fin décembre 2025. En roupies, la lecture est toutefois moins favorable : la dette publique brute augmente légèrement sur le trimestre, passant de 31,9 Mds LKR fin mars 2025 à 32,2 Mds LKR fin mars 2026, en raison de l'effet-change.

[Treasury](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Négative	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CCC-	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr